

Publié le 07 décembre 2008 à 05h59 | Mis à jour le 09 décembre 2008 à 12h51

## **Polytechnique : 19 ans déjà**

Daphné Cameron

La Presse

Il y a 19 ans, un tireur fou assassinait 14 jeunes femmes à l'École polytechnique pour la seule raison qu'elles étaient des femmes. Des regroupements féministes, des politiciens et quelques proches des victimes se sont rassemblés hier matin afin d'honorer leur mémoire.

«Tous et toutes, nous nous rappelons ce que nous étions en train de faire le 6 décembre 1989», a affirmé France Bourgeault, du regroupement des Centres de femmes du Québec lors d'une courte cérémonie qui s'est tenue à la place du 6 décembre, près de l'École polytechnique. «Collectivement, nous avons vécu un traumatisme et encore aujourd'hui, nous sommes toujours sous le choc.»

La tuerie à Polytechnique a marqué l'inconscient collectif québécois. Au fil des ans, le 6 décembre est devenu la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

Hier, la Fédération des femmes du Québec a profité de l'occasion pour revendiquer la mise en place d'une vaste campagne d'éducation étalée sur 10 ans abordant les causes et les formes de la violence dirigées contre les femmes ainsi que les solutions pour y mettre un terme.

### Harper critiqué

En marge de la cérémonie, le porte-parole du Bloc québécois en matière de sécurité publique, Serge Ménard, et le lieutenant québécois du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, ont vertement critiqué l'inaction du gouvernement Harper dans le dossier du contrôle des armes à feu. Pour défendre son point de vue, Serge Ménard a donné aux journalistes une lettre que le député conservateur Garry Breitkreuz a envoyée à ses électeurs le 2 décembre dernier.

Breitkreuz y écrit que «les propriétaires d'armes de poing et d'armes semi-automatiques seront considérés comme des criminels si les partis de l'opposition parviennent à leurs fins».

Selon Serge Ménard, il s'agit d'une bonne indication que le gouvernement Harper souhaite abolir le registre.

Thomas Mulcair, qui n'a pas lu la lettre, a également dénoncé l'attitude des conservateurs sur la question. Pour éviter que des tragédies comme celle de Polytechnique ne se reproduisent, il faut absolument maintenir le registre des armes à feu, a-t-il souligné.